

La lutte : l'arme fatale !



SOMMAIRE

Dossier	4
LA LUTTE, L'ARME FATALE.	
4 pages détachable	7
LA CRISE : ET LES SALAIRES ?	
UFICT :	15
PAS DES COBAYES !	

Nous partageons les mêmes valeurs



Santé
Prévoyance

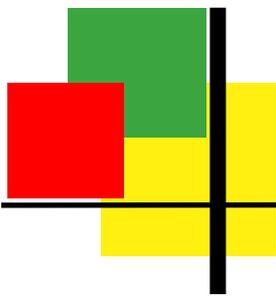
Solidarité Paritarisme Transparence Ecoute

Parce que les hommes et les femmes sont au cœur de l'activité des entreprises, Uniprévoyance a pour vocation d'offrir aux salariés et à leur famille une protection sociale optimale contre les risques de la vie. Uniprévoyance réunit l'ensemble des compétences pour proposer, en complément du régime de base, des garanties adaptées aux besoins des salariés en matière de **santé** et de **prévoyance**.



La protection paritaire, l'engagement solidaire

10, rue Massue - 94307 Vincennes Cedex - Téléphone 01•58•64•41•00 - Fax 01•58•64•42•30 - www.uniprevoiance.fr
Institution de Prévoyance paritaire régie par le Code de la Sécurité Sociale



Hold-up historique sur la finance.

On nous a toujours fait croire qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses, que l'on vivait dans une société où la régression sociale était inévitable ; des caisses vides pour la santé, les hôpitaux, les écoles, les salaires, les retraites : en clair, tout ce qui concerne, finalement, notre vie à tous.

Quand ce qui est en cause n'est plus le système solidaire, social collectif, tout à coup des centaines de milliards d'euros apparaissent, comme par magie !

Honteux, dégoûtant, écœurant. Les qualificatifs manquent au regard de ce qui se passe dans la période.

Et certains osent encore dire haut et fort *"la crise, on n'y est pour rien, il faut punir les coupables"* (dixit Sarkozy).

En clair, condamner et punir ceux qui sont à l'origine de ces choix politiques. Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Dans le même temps, le Premier Ministre ose affirmer que les 363 milliards d'euros d'aide de la France ne coûtent rien aux contribuables, et que, au contraire, cela va relancer l'économie, l'industrie. Mensonges !

Mensonges, car aujourd'hui, les industriels menacent déjà certaines PME-PMI avec des baisses d'activités et risques de fermetures.

Mensonges, car à l'exemple de la direction d'Arkéma, le mot récession est à l'ordre du jour.

Mensonges, quand on sait que chez Rhodia le week-end du 12 octobre, 2 millions d'actions gratuites ont été distribués aux actionnaires.

Et les salariés devraient accepter tout cela ?

Non. Pour sortir de la crise il faut augmenter les salaires, investir dans le développement de nos industries et de la recherche.

En clair, l'argent doit revenir à ceux qui créent les richesses, ceux qui font vivre toute une économie, et non à la spéculation boursière ou aux banques.

On doit relever la tête et passer à l'offensive.

C'est dans ce sens et avec détermination que 320 militants, réunis en Assemblée Générale à Montreuil le 14 octobre, ont décidé de passer à l'offensive pour :

- Réclamer la part des richesses qui doit revenir aux chômeurs, retraités et salariés,
- Un rattrapage du pouvoir d'achat,
- Mobiliser pour appuyer les négociations salaires 2009.

Partout, du 13 au 28 novembre 2008, 15 jours de grèves sur l'ensemble des sites, des branches, des groupes des industries chimiques.

L'heure n'est pas à la résignation ni à la récession, mais à l'action pour nos revendications, pour démontrer notre capacité à mobiliser et construire des solidarités.

Ne laissons pas faire ceux qui cassent nos industries, qui suppriment des milliers d'emplois, qui nous empêchent de vivre décemment.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT et ses syndicats, plus que jamais, à l'offensive pour gagner.

n° 474

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.48.18.80.36

Fax : 01.48.18.80.35

<http://www.fnic.cgt.fr>

Email : fnic@cgt.fr

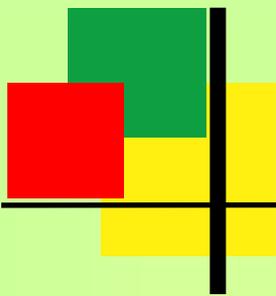
Directeur de la publication : J-M PETIT

Commission paritaire n° 0113 S 06355

Conçu et réalisé par : FNIC CGT

Imprimé par : Alliages

Issn = 0763-7497



LA LUTTE : l'arme fatale au travers de l'exemple des GoodYear !



que les représentants du patronat n'ont pour seul objectif que de défendre les privilèges des riches actionnaires et non ceux des salariés.

Les seuls représentants des salariés, quels qu'ils soient, ne peuvent gagner des avancées sociales pour les salariés.

Certains disent l'inverse, avec le message facile du "ne t'inquiète pas, je m'en occupe !" amenant les salariés à attendre au lieu de les aider à intervenir, avec leurs représentants, pour faire valoir leurs intérêts.

Comment s'organiser, lutter, pour ne plus subir, faire avancer le progrès social.

L'inquiétude, quant à leur avenir, préoccupe de plus en plus de salariés au vu des "informations" qu'ils reçoivent par les médias.

Dans les entreprises, les directions distillent des messages qui confirment peurs, craintes, inquiétudes : pour rester dans la "course", être "compétitifs", chaque salarié doit s'investir à la réussite de projets d'entreprise sur la qualité, la quantité, les livraisons à temps, etc.

C'est ainsi que la France est le pays qui connaît une progression considérable du stress, tant dans la vie que dans l'entreprise, et où la productivité est la plus élevée du monde.

Dans la société, chaque citoyen voit d'une part, une classe de nantis de plus en plus privilégiée et d'autre part, une autre qui s'appauvrit, n'arrivant plus à boucler ses fins de mois, s'endettant. C'est ainsi que dans l'entreprise, les richesses produites explosent en même temps que les profits accaparés par les actionnaires et que les salariés vivent de plus en plus mal, subissant perte de pouvoir d'achat sur perte de pouvoir

d'achat, entraînant ainsi, un recul de leur niveau de vie, recul de la consommation.

Ce constat que chacun fait, pose la question de "Quoi faire ?" et "Comment faire ?" face à une situation qui nécessite intervention pour que cela change.

Ce qui est clair, c'est que plus on attend, plus on assiste en spectateur, plus la situation des salariés est aggravée.

L'expérience de ces dernières années montre que ce n'est pas avec un "dialogue social" arrangé que les aspirations des salariés seront prises en compte : c'est normal puis-

L'histoire sociale de notre pays, tout comme l'histoire sociale dans chaque entreprise, montre que les avancées sur les revendications sont obtenues à partir de l'intervention des salariés avec leurs représentants CGT.

Aujourd'hui, plus que jamais, il y a urgence à donner confiance à l'action collective.

Le courage et la dignité des salariés de GOODYEAR qui depuis 18 mois résistent





ensemble, dans la solidarité, face à une multinationale américaine qui veut imposer le travail en continu, est significatif de la force du monde du travail, des salariés.

Face à leur courage, le patronat a tout utilisé, une presse complaisante, des pouvoirs publics complaisants, tentant de semer le doute dans l'esprit des salariés pour les diviser, les affaiblir, et leur faire accepter l'inacceptable consistant à sacrifier leur vie familiale pour que GOODYEAR augmente ses marges bénéficiaires.

Oui, face au patronat organisé, il y a besoin de s'organiser, avec lucidité et détermination. La solidarité tissée autour de nos intérêts communs doit prévaloir sur la division patronale.

Plus que jamais, construire l'action collective est indispensable pour obtenir des augmenta-

tions de salaires, des classifications, des investissements utiles pour l'emploi, les conditions de travail.

La CGT a besoin de tous ses militants pour construire cette force : chaque syndiqué CGT est appelé à construire ce rapport de forces dans son service, son atelier, son usine, c'est la condition pour gagner !

La lutte, l'intervention majoritaire des salariés dans l'usine, le service, le groupe, la branche professionnelle, c'est la voie pour gagner sur les revendications.

A lors, allons-y, engageons-nous pour construire notre avenir.



Assemblée Générale des syndicats du Nord/Pas de Calais.

Le 25 septembre dernier à Cappelle en Pévèle, avec la présence de près d'une vingtaine de syndicats (*40 participants*), il a été fait un état de la situation de la rentrée sociale dans la région, qui ne diffère en rien de ce qui se passe dans tout le pays aujourd'hui, au regard de tous les mauvais coups portés contre le monde du travail.

Salaires, emploi, devenir industriel, précarité, protection sociale : les salariés de nos branches du Nord/Pas de Calais n'échappent pas à cette politique de casse.

Dans ce cadre, la situation de la filière automobile en lien avec les équipementiers, est particulièrement préoccupante pour nos entreprises de la plasturgie.

DES OBJECTIFS ONT ÉTÉ FIXES.

La journée d'actions et d'initiatives du 7 octobre.

Cette journée a été un premier rendez-vous de luttes particulièrement sur la question du pouvoir d'achat et des salaires. Cette mobilisation engage les actions à venir sur les salaires, l'emploi, le devenir industriel et la protection sociale.

D'autres rendez-vous ont déjà eu lieu :

- le 10 octobre, pour la filière automobile,
- le 14 octobre, l'Assemblée Générale des syndicats de la FNIC CGT à Montreuil,
- le 16 octobre, pour le devenir des retraites,

LA CAMPAGNE PRUD'HOMALE.

Un point a été fait en présence de l'Union Départementale du Nord sur les élections prud'homales (*état des candidatures et préparation de la campagne*).

La préparation de cette élection doit se faire dans l'action.

Car au-delà des "bons sondages" dans le contexte actuel notamment autour de la crise du capitalisme, il y a un risque que les salariés souffrant de la politique actuelle du MEDEF et du gouvernement, se réfugient dans l'abstention si la CGT n'offre aucune perspective de luttes et de mobilisation d'ici au 3 décembre.

LES SALAIRES ET NOTRE REVENDICATION FÉDÉRALE.

Roberto Frande a introduit les débats sur la question des salaires en lien avec notre grille fédérale de revendications (*salaires-classifications*).

Les débats ont confirmé qu'il y avait urgence à créer les conditions d'initiatives et d'actions convergentes dans ce domaine.

Quelle que soit l'entreprise ou la catégorie, les salaires sont aujourd'hui la revendication primordiale et les mesures gouvernementales (*comme la prime de transport ou autres gadgets*) ne sont pas de nature à régler les problèmes du pouvoir d'achat.

Des luttes, comme celles menées ces dernières semaines chez Roquette ou chez Cargill, démontrent que les salariés sont prêts à se mobiliser, massivement, et que de surcroît, on peut gagner !



SITUATION D'ORGA.

Depuis 2005, la syndicalisation dans nos entreprises de la région est en léger recul.

L'année 2008 est quant à elle carrément catastrophique. Nous accusons un retard de près de 40 % sur les FNI, ainsi que sur les cotisations.

Même s'il y a des suppressions d'emplois dans nos branches, il ne s'agit pas d'un recul syndical, mais plutôt d'un certain "laxisme".

L'Assemblée Générale a appelé les syndicats (qui ne l'auraient pas fait) à se mettre à jour pour 2008, mais également pour 2007.

NOUVELLE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RÉGION, DÉBUT DÉCEMBRE.

Des points comme le fonctionnement de la Région, la pénibilité, la représentativité, n'ayant pu être traités, une nouvelle Assemblée Générale de la région se tiendra courant décembre après les élections prud'homales.



La crise financière d'aujourd'hui face à 30 ans de recul de pouvoir d'achat.

La double peine pour les salariés, jusqu'à quand ?

" La crise ! "

Le mot est sur toutes les lèvres, dans toutes les têtes.

La FNIC-CGT appelle l'ensemble de ses syndicats à s'inscrire dans un plan de travail sur le long terme, en convergence avec les syndicats CGT des autres professions, plan de travail qui doit comprendre :

Luttes convergentes et simultanées, campagne de débats avec les salariés à partir de leurs besoins et aspirations, distributions de tracts pour mener la bataille des idées et refuser tout fatalisme, renforcement pour véritablement peser

du poids d'un syndicat de masse et non un syndicat d'influence ou d'élus.

renniser notre outil et développer l'innovation et la recherche.

La leçon à tirer, c'est la faillite d'un système économique financier : ... le système capitaliste.

Les revendications sont celles qui répondent aux besoins des salariés dans nos ateliers, nos labos, nos usines ou nos raffineries :

Augmentation des salaires, avec comme point d'appui la grille fédérale, et le premier coefficient à 1600 €, des embauches pour alléger les charges de travail, des investissements pour pé-

L'heure est à l'action, plus que jamais.

Tous
dans l'action
du 13 au 28
novembre
2008



19.86	37.52	17.12	-0.00	1.81%
38.75	17.02	42.15	+0.75	0.48%
17.47	40.86	27.09	+0.13	2.09%
42.45	26.07	22.47	+0.46	-5.12%
27.15	21.71	23.37	-1.26	3.30%
22.59	22.74	391.66	+12.51	0.78%
23.97	391.70	377.43	+0.74	1.69%
391.70	377.43	391.66	+0.42	1.22%
35.67	93.96	95.61	+0.30	
25.32	24.74	25.22		
24.89	24.35	24.82		
57.55	55.00	57.27		

Mais de quoi parle-t-on au juste ?

De l'incendie qui a touché le système financier planétaire depuis quelques semaines, et qui a obligé les plus ultralibéraux des dirigeants américains à nationaliser quelques banques et assurances.

Cette "nationalisation" vendue avec ironie par les médias consiste, en réalité, à éponger les pertes subies par les riches actionnaires.

Ces injections d'argent public ont amené les sénateurs américains à rejeter le plan Paulson de racheter pour 700 milliards de créances pourries, avant de finalement voter ce plan en feignant de se pincer le nez. On comprend leur réticence : les contribuables, appelés à être des électeurs dans

quatre semaines, apprécient modérément devoir renflouer les banques et leurs actionnaires, pendant qu'on continue d'expulser les familles pauvres des *subprimes*.

700 milliards pour les USA, 1700 milliards d'euros pour les banques européennes, plus de 10.000 milliards de yens : des chiffres abstraits par leur démesure.

Songez qu'il ne manque que 50 milliards de dollars pour éradiquer la famine dans le monde et nourrir les 700 millions d'êtres humains qui crèvent de faim : mais pour eux, nos dirigeants ne font rien.

La crise "financière" est d'abord une "crise des financiers".

En France, le gouvernement doit simultanément attribuer les chiffres catastrophiques du chômage à la crise internationale et prétendre que celle-ci n'atteindra pas ou peu l'hexagone : pas simple !

Cette prétendue "crise", est-ce à la population de la payer ?

On apprend que de 2002 à 2006, les trois quarts de la croissance produite par l'économie américaine ont fini dans les poches du 1 % d'américains les plus riches.

Ce 1 % se voit attribuer 25 % de l'ensemble des revenus versés (10 % en 1970).

Le salaire moyen des PDG les mieux payés, qui représentait 35 fois le salaire moyen en 1970, en vaut 275 fois plus en 2007.

En France, le plafonnement de l'impôt sur le revenu passé de 65 % à 40 %, a eu un effet spectaculaire sur les hauts revenus.

Un rapport de l'Assemblée Nationale précise que les 1000 contribuables bénéficiant de niches fiscales, réduisent leurs impôts de 300.000 euros, et les 100 plus gros contribuables, de plus d'1 million d'euros chacun.



Autre indicateur que la crise n'existe pas pour tout le monde :

en 2007, les revenus encaissés par les patrons des 40 plus grandes entreprises sont montés à 4 millions d'€ par tête, contre 1,7 million en 2000.

Mais, pour certaines banques, la crise financière représente une aubaine. En effet, 700 milliards issus des fonds publics leur sont promis si ces banques se déclarent en faillite. Il n'en faut pas plus à ces banquiers véreux pour sauter sur l'occasion de toucher de l'argent gratuit des contribuables. Ce qui ne devait pas toucher le système

financier en France, d'après le gouvernement, devient, d'un coup, une réalité.

De plus, cette crise leur permet de se concentrer d'où les "fusions, acquisitions" entre banques pour que demain, l'accumulation du capital ne leur échappe pas et, du même coup, la crise a bon dos pour trouver des justifications aux restructurations à venir avec, à la clé, des milliers d'emplois supprimés.

Les Bourses baissent par manque de crédits. Logique : c'est par le crédit bancaire que les marchés anticipent le profit extorqué de la richesse créée par le travail vivant.

Moins de crédit = moins de profits en perspective.

Et quand le jus ne coule plus, l'élite des exploités, relayée par les médias, crient au voleur, à la panique. On cherche des coupables, des dysfonctionnements, sans mettre en cause le système capitaliste lui-même.

Doit-on se réjouir de la situation ?

Au contraire. Car sans réaction particulière du monde du travail, on peut prédire que ça va saigner !

En cas de crise, si les salariés n'expriment pas un rapport de forces clair, les employeurs, par l'intermédiaire des "marchés", vont chercher à se refaire sur le dos des salariés.

Pression sur les salaires, licenciements, plans sociaux, délocalisations, augmentation de la durée et des charges de travail, baisse ou stagnation des retraites, des minima sociaux, des allocations.

Voilà ce qui va inévitablement survenir si les travailleurs courbent la tête.

Rappelons les nombreux et récents reculs sociaux : *stagnation du SMIC, des salaires, des pensions, des allocations avec hausse spéculative des prix, notamment les prix alimentaires, prix des carburants, attaques contre la protection sociale et l'hôpital public, franchises*





médicales, taxation des mutuelles, allongement de la durée de cotisation pour les retraites, abolition de la durée légale du travail, remise en cause du droit de grève, déportation des salariés immigrés, privatisations, attaques contre le service public, cadeaux multiples pour le patronat : exonérations de cotisations, paquet fiscal, nombreux allègements (financement du RSA, impôt sur la fortune), etc.

Suite à cette déferlante, doit-on se résigner à se serrer encore la ceinture pour payer les pots cassés d'une

crise dans le cercle fermé de la finance ?

Doit-on s'enfoncer encore plus dans une société d'inégalités et d'injustices ?

Pour contrer la récession, il faut relancer la consommation des mé-

nages, donc augmenter le pouvoir d'achat, les salaires.

La FNIC-CGT appelle à décider d'une riposte à la hauteur de ces enjeux de société.

Les salariés doivent bénéficier de la totalité des richesses qu'ils produisent, pas de la portion congrue que les actionnaires veulent bien leur laisser.

GRILLE DE SALAIRES REVENDIQUES

CALCUL DU SALAIRE GARANTI DE CHAQUE SALARIÉ :
1600 €* + 8,53 € x (coefficient du salarié - 130***)**

* Salaire revendiqué par la FNIC CGT pour le Coef. 130 (coefficient des salariés sans diplôme, ni expérience)
 ** Valeur du Point au-delà du coefficient 130 : 8,53 €
 La valeur du point maintenant un rapport de 5 entre le 130 (1600 €) et le 880 (1600 € x 5 = 8000 €)
 Soit écart salaire entre le 880 et le 130 = 6400 € pour 750 point, donc 8,53 € par point au-delà du 130.



Coef	Niveau d'embauche Diplômes, évolutions	Zone d'encadrement des catégories	Pour les CCN Barème salaires	en Euros
130		Évolutions des Ouvriers et Employés	1600 €	1600 €
140			1600 € + 85 € =	1685 €
160			1600 € + 286 € =	1886 €
180	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 3 (CAP, BEP... (passer à 200 après 1 an mai))		1600 € + 427 € =	2027 €
200		1600 € + 597 € =	2197 €	
225	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 4 (BT, BAC Pro... (passer à 250 après 1 an mai))	Évolutions des Agents de Maintenance et Évolutions des Ingénieurs et Cadres	1600 € + 810 € =	2410 €
250			1600 € + 1024 € =	2624 €
280	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 3 (DUT, 2 nd ... (passer à 310 après 1 an mai))		1600 € + 1280 € =	2880 €
310	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 3 (DUT, 2 nd ... (passer à 310 après 1 an mai))		1600 € + 1535 € =	3135 €
350	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 2 (Brevet... (passer à 400 après 1 an mai))		1600 € + 1877 € =	3477 €
400	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 1 (Licence, Master... (passer à 400 après 1 an mai))		1600 € + 2303 € =	3903 €
450	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 1 (Licence, Master... (passer à 400 après 1 an mai))		1600 € + 2730 € =	4330 €
550	→ Niveau d'embauche des diplômés de niveau 1 (Licence, Master... (passer à 400 après 1 an mai))		1600 € + 3583 € =	5183 €
660		1600 € + 4521 € =	6121 €	
770		1600 € + 5459 € =	7059 €	
880		1600 € + 6400 € =	8000 €	

Pas de barrière, la formation continue doit faciliter les évolutions.

Il faut rappeler que les coefficients proposés sont ceux établis au cours de nos précédents congrès pour redonner à une grille de classifications une cohérence, des écarts entre coefficients significatifs.
 Ces coefficients ne sont donc pas à comparer avec ceux existants actuellement dans nos branches.

Novembre 2007



Trelleborg : la mobilisation doit se poursuivre...

Le 28 avril 2008, Trelleborg annonçait au CCE la suppression de 450 emplois.

La mobilisation des salariés a commencé la première semaine de mai et obligé la direction à revoir ses positions sur le PSE (*Plan de Suppression d'Emplois*).

En septembre, les salariés ont continué le conflit en bloquant l'accès au site.

Face à la détermination des salariés, la direction a eu recours à la force en assignant en référé 12 grévistes dont 6 élus CGT, 5 syndiqués CGT et 1 élu CFDT (*pourtant majoritaire sur le site*).

François GUERIN, directeur de la branche fluides de Trelleborg qui a mis en place le PSE et qui se disait attaché au site de Carquefou, a été remplacé par un suédois basé en Allemagne !



C'est encore une nouvelle attaque contre la CGT.

Le 26 septembre 2008, lors du dernier CCE sur le PSE, tous les salariés étaient appelés à se rassembler, avec le soutien ce jour là, de plusieurs entreprises des environs, mais aussi des camarades de Trelleborg Clermont-Ferrand.

Aujourd'hui, ce ne sont pas que les activités tuyaux et mélanges qui sont en difficulté sur le site de Carquefou, car la direction de l'antivibratoire (Modyn) prévoit la mise en place de congés forcés d'ici la fin octobre, et va faire une demande de chômage partiel pour la fin de l'année.

C'est aussi le cas de deux établissements de Trelleborg en Champagne-Ardenne, où là aussi, du chômage partiel est prévu.

Le 7 octobre pour le travail décent et le 10 octobre au salon de l'automobile, les salariés étaient dans la lutte pour leurs emplois.

Pour la CGT, l'action continuera et ne pourra s'arrêter que lorsque chaque salarié aura un travail stable.



Michelin Blanzay : bientôt le 100^{ème} adhérent !

La CGT Michelin Blanzay fait la démonstration qu'il est possible, y compris dans le groupe Michelin, de mobiliser les salariés et de renforcer l'organisation syndicale CGT.

Depuis plus de 2 ans, les militants et élus CGT sillonnent les allées et bureaux de l'usine Michelin Blanzay à la rencontre des salariés sur leurs postes de travail et provoquent le débat sur l'actualité sociale.

Plan Michelin Horizon 2010 avec diminution des effectifs, délocalisations, restructurations, dégradations des conditions de travail, pénibilité au travail, mutuelle et prévoyance, salaires et pouvoir d'achat, retraites, etc..

Nos délégués, tracts à la main, débattent de la nécessité de renforcer le syndicat en adhérents pour créer les meilleures conditions de mobilisation.

Le 17 juin et le 7 octobre ont été une réussite puisque 80 % du personnel ouvrier ont fait grève. Les prises de paroles se succèdent dans les ateliers, regroupant des centaines de salariés chaque fois.

Et, tout naturellement, ils sont nombreux à avoir adhéré à la CGT : de 30 adhérents, ils sont aujourd'hui 92.

Ils se sont retrouvés samedi 4 octobre dernier en Congrès pour déterminer démocratiquement des nouvelles orientations du syndicat pour les 3 ans à venir et confirmer la nouvelle direction élue à l'AG du 22 mars composée de 21 membres.

**CONSULTER, INFORMER et AGIR :
un SYNDICAT CGT EFFICACE !**



Syndicalisme international :

des coopérations de plus en plus nécessaires.

Le syndicalisme européen et mondial fait face à des défis qui nous amènent à s'interroger sur sa structuration en termes de secteurs d'activités, mais aussi et surtout en termes d'efficacité.

Les fusions, restructurations, externalisations, privatisations ont profondément transformé le périmètre des groupes internationaux dans un contexte où ils sont les principaux auteurs d'une mondialisation capitaliste et financière, dévastatrice pour les peuples, les travailleurs et la planète elle-même.

C'est dans ce cadre que la FNIC CGT s'est engagée sur la base de coopérations avec des organisations syndicales de différents pays, pour échanger, réfléchir, créer des solidarités entre salariés pour s'opposer aux choix stratégiques patronaux.

Des coopérations au niveau européen (*Belgique, Espagne, Allemagne, etc.*) se sont concrétisées et se réalisent encore aujourd'hui, ainsi qu'au niveau mondial (*Égypte, Algérie, Russie, Inde*) avec des perspectives vers les pays d'Amérique du Sud (*Venezuela, Brésil*) où les enjeux liés au pétrole sont incontournables.

Travailler ensemble permet une meilleure prise en compte de la réalité du salariat de nos secteurs, des différents contextes politiques, tout cela devant ouvrir la voie à des actions syndicales plus fortes et plus efficaces et permettre de développer des initiatives pour un développement de l'emploi industriel en Europe comme ailleurs.

Même si nous mesurons bien souvent les forces en présence dans le syndicalisme, avec des conceptions, des démarches, des orientations pas toujours identiques, **mais avec la même volonté de s'unir, de partager nos expériences, le passé et l'histoire nous ont prouvé que tout est possible.**

Nous voulons démontrer que l'on peut, ensemble, mettre en mouvement les salariés, en conservant notre identité professionnelle.

Faut-il rappeler l'exemple des salariés de DACIA en Roumanie qui ont lutté dans la dignité et qui, grâce à la solidarité des organisations syndicales d'autres pays (*dont la CGT*), ont gagné ?

Au même titre, les salariés étrangers en France, bien souvent, sont sous payés, ou même pas rémunérés, en clair exploités. On se doit de réagir à chaque instant.

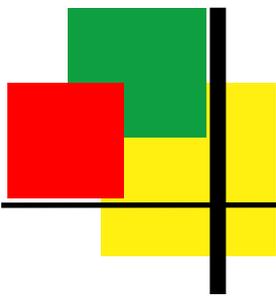
Dans un contexte où chaque État protège ses capitalistes, démonstration faite aujourd'hui avec le sauvetage des banques, l'argent des États, c'est à dire des salariés, sert et servira à colmater les brèches faites par les spéculateurs.

Les États viennent au secours de leurs banques ; Les salariés doivent, eux, s'unir, pour s'opposer à ce système et exiger un autre modèle de société qui réponde aux besoins et non à la finance !

Dans ce contexte , la FNIC CGT continuera sa démarche d'un syndicalisme international, ancré sur des valeurs unitaires, solidaires de luttes, des valeurs de lutte de classes.

C'est ensemble que les salariés ont beaucoup à construire pour remplacer la culture du fric par celle de la solidarité et du devoir de lutter pour un monde meilleur.





Jusqu'au 3 décembre 2008,

Toute la CGT mobilisée !

Si le jour de l'élection est une date importante, les mois qui précèdent cette élection doivent nous servir à mettre en mouvement toute la CGT, pas seulement dans le cadre de la campagne des Prud'hommes.

Quel sera le résultat si, d'ici au 3 décembre, les salariés ne se retrouvent pas dans une CGT à l'avant-garde des luttes face aux enjeux de société que nous traversons : *crise du capitalisme, baisse du pouvoir d'achat, hausse des inégalités et du chômage, etc.*

A tous les niveaux, ayons la volonté d'organiser et de déployer la CGT pour une campagne de syndicalisation, dans l'entreprise mais aussi hors de l'entreprise.

Chaque syndiqué doit participer et apporter sa contribution par des arguments et réflexions sur les enjeux du moment. **La nécessité d'un syndicalisme plus fort se pose maintenant. Pas dans dix ans !**

L'heure est à l'action pour construire un rapport de forces portant les revendications, pour contraindre patronat et gouvernement à entendre le malaise social qui étrangle notre pays, notamment sur les salaires et le pouvoir d'achat.

Réagissons maintenant. Le vote CGT aux Prud'hommes et le renforcement de notre organisation se gagneront au quotidien, au travers d'une CGT active au plus près des salariés, sur le terrain revendicatif.

D'ici le 3 décembre, plus les syndiqués s'impliqueront pour arracher des droits à leurs employeurs par la mobilisation, pour gagner des voix et proposer l'adhésion, plus nous serons en situation de force.

Décider, agir, se défendre par la mobilisation et la grève sont les mots d'ordre de notre campagne prud'homale ! **Faisons les vivre partout.**



J'adhère à la Cgt



Nom

Prénom

Adresse

Entreprise Localité.....

☎ pers port. Email

À renvoyer à la **FNIC CGT** - case 429 - 93514 Montreuil Cedex — Tél. 01.48.18.80.36 - Fax 01.48.18.80.35

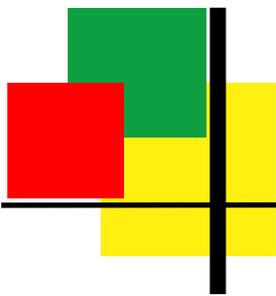


**Nos 2200 collaborateurs
se mobilisent chaque jour
pour votre protection sociale.**

RETRAITE - PRÉVOYANCE - ACTION SOCIALE

Chez Mornay, nous voulons être en phase avec votre entreprise dans le monde d'aujourd'hui. Vous êtes réactifs. Nous proposons des services toujours mieux adaptés à vos attentes. Vous êtes performants. Nous optimisons en permanence la gestion de vos dossiers. Vous êtes à l'écoute de vos clients. Nous renforçons nos équipes commerciales pour mieux vous accompagner. Parce que c'est à nous d'aller vers vous. www.groupemornay.com





Les techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres NE VEULENT PAS ETRE DES COBAYES !

Aujourd'hui, si les attaques du patronat et du gouvernement se font à l'encontre de tout le salariat, les techniciens, agents de maîtrise et cadres y sont particulièrement exposés.

La remise en cause des 35 heures avec l'instauration d'un forfait annuel de 235 jours travaillés, les contrats précaires dit "contrats de mission" font partie de ces atteintes envers les ICTAM.

Il est de la responsabilité de nos syndicats de dynamiser et de favoriser une activité UFICT efficace pour amplifier le rapport de forces dans ces populations.

UNE POPULATION UFICT EN CONSTANTE EVOLUTION. FAISONS VIVRE L'UFICT POUR REPENDRE AUX BESOINS REVENDICATIFS.

En se référant aux cinq dernières années, la population des ICTAM, adhérente à notre Fédération, a progressé de 17 %.

Notre Fédération compte aujourd'hui plus de 3500 adhérents UFICT soit 15 % du total des adhérents de notre Fédération.

Il y a donc un enjeu considérable à prendre en compte ces catégories de travailleurs.

A la suite de notre 37^{ème} Congrès, le bureau UFICT s'est renforcé. Il est aujourd'hui composé de 8 membres.

Il est néanmoins nécessaire que notre bureau s'étoffe davantage car les impératifs de nos mandats syndicaux font que ce nombre de 8 reste insuffisant.

Le bureau UFICT demande aux syndicats de contribuer à son élargissement.

Dans le prolongement du 37^{ème} congrès, le bureau UFICT s'était donné comme axes revendicatifs : la souffrance mentale au travail, l'égalité professionnelle, les retraites, les jeunes diplômés.

Ils se trouvent souvent en situation de population "cobaye" dans la mise en place de nouvelles stratégies de management.

Nous avons donc abordé ces différents thèmes au cours de journées d'études.

L'une, le 11 juin 2008 sur la santé mentale au travail et les facteurs psychosociaux organisée avec le soutien de CIDECOS et du Collectif Fédéral Formation, l'autre, le 15 mai sur les retraites ICTAM avec l'appui de l'UGICT.

Un travail sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sera engagé dans le prochain trimestre.

D'autres urgences ont interpellé le bureau UFICT :

- La réforme des 35 H, adoptée en juillet par l'Assemblée Nationale, avec le passage à 235 jours travaillés.
- Les accords de branches et d'entreprises sur la GPEC qui entérinent fréquemment des plans de licenciements collectifs en contournant le Code du travail.
- Le développement des Pôles de compétitivité et les moyens d'y intervenir syndicalement.

La documentation issue de ces journées d'études a été transmise aux correspondants UFICT.

Le bureau n'a hélas que trop peu de retour de la part des bases UFICT.

Il est essentiel que le flux d'informations circule entre les correspondants UFICT et le bureau.

La communication doit s'établir dans les deux sens et pas seulement à l'initiative des membres du bureau envers les correspondants.

Les transmissions de matériels, analyses, études, documentations, ne peuvent rester "des bouteilles à la mer".

Un réel échange doit nourrir toutes nos réflexions et nous permettre d'engager des actions communes.

TOUS CONCERNES.

Le bureau de l'UFICT a renouvelé son appel auprès des syndicats présents à l'Assemblée des syndicats de la Fédération du 14 octobre.

Il faut une meilleure prise en compte des revendications de nos catégories au niveau des entreprises et, par ailleurs, que de nouveaux camarades des sections UFICT rejoignent notre bureau.

Nous appelons également chaque syndicat à mandater des correspondants UFICT actifs dans chaque syndicat.

Communauté d'intérêts

Et si lutte contre le réchauffement climatique et satisfaction des besoins en énergie étaient indissociables ?



Pour Total, la satisfaction durable des besoins en énergie et la maîtrise de l'impact de ses activités sur l'environnement sont deux engagements prioritaires et indissociables. À la recherche de nouvelles ressources fossiles et renouvelables (solaire, biomasse, etc.), le Groupe œuvre à l'efficacité énergétique et à l'optimisation de ses procédés, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Avec son projet pilote de captage et de stockage de CO₂ dans le bassin de Lacq en France, Total développe une technologie innovante et prometteuse pour faire face au réchauffement climatique. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pour vous, notre énergie est inépuisable.



TOTAL